

I - DENOMINATION - OBJET - DUREE - SIEGE SOCIAL

Article 1

Il est formé, dans le cadre de la loi n° 1.355 du 23 décembre 2008, pour une durée de 99 années, une association dénommée " EDUCDOGS MONACO.ORG " régie par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations et les dispositions des présents statuts.

Article 2

Cette association apolitique, sans visée lucrative, a pour objet de :

Promouvoir - dans la Principauté de Monaco et ailleurs - le développement de la culture cynophile sous toutes ses formes, en total respect de la liberté des humains, des chiens et des animaux en général. Chacune des actions de l'association a pour but de faire adopter un comportement propice à une bonne cohabitation entre le chien et ses congénères, le chien et les hommes et à la meilleure intégration possible du chien dans son environnement familial, ainsi que, dans la société en général.

Développer la méthode douce, en refusant et en condamnant toute forme de coercition dans l'éducation du chien et de manière plus large, dans le traitement des animaux.

Défendre une culture cynophile basée sur le respect des animaux et la connaissance de leurs besoins psycho-physiques.

Assister les propriétaires de chiens en difficulté.

Soutenir et collaborer avec les chenils, les refuges de la SPA.

Promouvoir et gérer toutes initiatives jugées appropriées pour atteindre les objectifs de l'association.

Les moyens d'actions de l'association sont :

les publications

les projets de zoo-anthropologie didactique au sein d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de repos, de maisons de convalescence, de maisons de retraite, de prisons, à domicile...

les cours et les formations,

les conférences, les groupes d'étude,

les concours,

les prix nationaux et internationaux,

les expositions,

les manifestations culturelles, les événements artistiques,

les foires.

Robert COLLE

Christophe

Lucretia

Article 3

Son siège social est situé à 2, Rue de IRIS
Monaco 98000

Il peut être fixé en un point quelconque du territoire de la Principauté par décision du Conseil d'Administration.

II - CONDITIONS D'ADMISSION, DE DEMISSION OU D'EXCLUSION DES SOCIETAIRES

Article 4

L'association comprend :

- des membres fondateurs :

il s'agit des personnes qui ont participé à la constitution de l'association en signant les présents statuts ;

- des membres actifs : sont membres actifs, outre les Fondateurs, les personnes qui participent, bénévolement, à l'élaboration des projets de l'association ainsi qu'à leur finalisation et qui versent une cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale.

- Sociétaires honoraires : Tous ceux qui par leurs actes envers les chiens en particulier, et les animaux en général, s'en seront montré dignes.

Pourront être admis au sein de l'Association tous ceux qui en font la demande, et assurent partager les mêmes objectifs sociaux.

Pour les mineurs, l'accord des parents est nécessaire.

Tous les membres ont droit de vote lors des Assemblées Générales.

Article 5

Les demandes d'admission doivent être adressées soit au Président, soit au Secrétaire Général de l'association. Elles comportent l'adhésion aux présents statuts.

Une demande d'admission peut être rejetée sans obligation de justification.

L'admission est prononcée par le Conseil d'Administration qui en rend compte à l'Assemblée Générale.

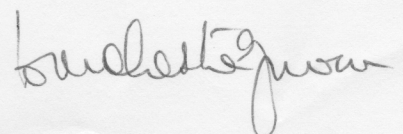
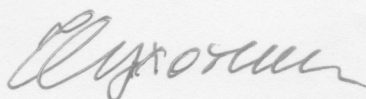
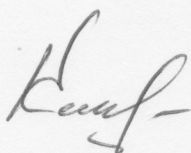
L'adhésion à l'Association implique :

La pleine acceptation du statut social, des ses objectifs et de ses éventuels règlements.

La possibilité d'utiliser les infrastructures, d'en faire un usage correct.

Le paiement de la carte, des cotisations périodiques et de celles demandées pour les différentes activités et services, ainsi que les contributions.

Le maintien des rapports respectueux avec les autres sociétaires et avec les instances de



l'Association.

L'inscription est valable pour un an, à compter de la date d'admission.
Elle est automatiquement reconduite avec le versement de la cotisation.

La cotisation n'est ni transmissible ni remboursable, ni ré-évaluable.

Article 6

La qualité de membre de l'association se perd :

- 1) par la démission donnée par écrit ;
- 2) par la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non paiement de la cotisation (après rappel par lettre recommandée), pour non observation des statuts ou pour des motifs graves (dommages moraux ou matériels envers l'association) et après une mise en demeure non suivie d'amendement. Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir ses explications.

Il peut faire appel de cette décision devant l'Assemblée Générale.

Les membres démissionnaires ou exclus sont tenus de payer la cotisation de l'année en cours ; ils ne peuvent revendiquer aucun remboursement des sommes versées.

III - ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Article 7

L'association est administrée par un Conseil d'Administration investi des pouvoirs de gestion les plus étendus, composé de 3 membres au moins et de 7 membres au plus, majeurs et jouissant de leurs droits civils.

La majorité des membres du Conseil d'Administration doit être domiciliée à Monaco.

Article 8

Les membres du Conseil d'Administration sont élus au scrutin secret par l'Assemblée Générale pour une durée de 3 années, à la majorité absolue des membres présents et représentés au premier tour et à la majorité relative au second tour.

En cas d'égalité de suffrages, le membre le plus ancien est élu et, à égalité d'ancienneté, le plus âgé.

Le Conseil d'Administration est renouvelé par 1/3, les membres sortants sont rééligibles.

Article 9

En cas de vacance d'un poste d'Administrateur, le Conseil pourvoit provisoirement à son

remplacement. Il est procédé à son remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée Générale.

Article 10

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un bureau composé :

a) d'un Président qui a pour mission :

- de représenter l'association dans tous les actes de la vie civile. Il la représente en justice lorsqu'elle est défenderesse ; autorisé par le Conseil d'Administration ou, en cas d'urgence, par le bureau, il intente des actions en son nom ;
- d'ordonnancer les dépenses ;
- d'exécuter les décisions prises par le Conseil d'Administration ;
- de présider, avec voix prépondérante, le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale.

b) d'un Vice-Président qui possède toute compétence pour remplacer le Président en cas d'absence ;

c) d'un Secrétaire Général chargé d'effectuer les travaux d'ordre administratif (rédaction des procès-verbaux, de la correspondance, des convocations...) ;

d) d'un Trésorier assurant la comptabilité des recettes et des dépenses de l'association.

Il établit, en outre, les certificats de paiement, opère les encaissements, donne quittance.

Il doit fournir chaque année un rapport financier sur les comptes de l'exercice clos.

Article 11

Le Conseil d'Administration peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables à un ou plusieurs de ses membres, par mandat spécial et écrit pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 12

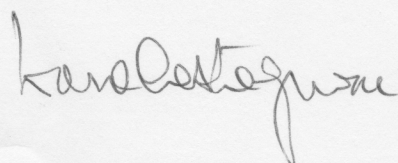
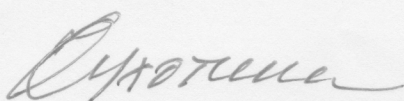
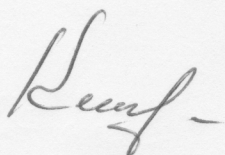
Le Conseil d'Administration se réunit, sur la convocation de son Président, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige.

Le Président est tenu de le convoquer sur la demande du quart de ses membres.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié des membres au moins est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents et représentés.

Les membres absents peuvent se faire représenter aux délibérations du Conseil d'Administration par un membre présent qui, à cet effet, doit être muni d'un mandat spécial et écrit.



IV - ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION

Article 13

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente le pouvoir suprême de l'association.

Elle se réunit au moins une fois par an, (au plus tard 120 jours après la cloture de l'exercice social, pour approuver le compte- rendu économique et financier de l'exercice précédent afin de fournir au Conseil d'administration, les lignes programmatiques pour l'exercice suivant.), sur convocation du Président du Conseil d'Administration qui, en outre, est tenu de la convoquer à la demande du Conseil d'Administration ou du 1/3 des membres de l'association.

Le Président convoque les membres de l'association huit jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale. L'ordre du jour est établi par le Conseil d'Administration. Les propositions et demandes d'intervention adressées par lettre au Président trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale sont inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Article 14

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration.

Lorsqu'il s'agit d'élire le Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale est présidée par son doyen d'âge assisté de deux scrutateurs choisis par elle.

L'Assemblée Générale choisit son bureau qui peut être celui du Conseil d'Administration.

Article 15

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale doit être composée de la moitié au moins des membres adhérant à l'association.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau et les délibérations sont valables quel que soit le nombre de membres présents ; elles ne peuvent cependant porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

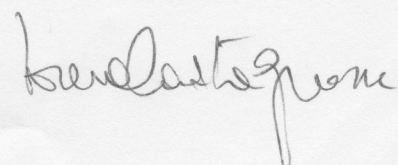
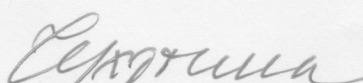
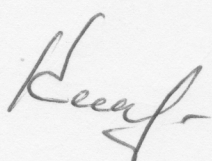
Les délibérations sont consignées par procès-verbal écrit et co-signés par le Secrétaire et le Président.

Le procès-verbal est conservé au Siège, librement consultable par les Sociétaires.

Article 16

L'Assemblée Générale :

a) élit les membres du Conseil d'Administration de l'association ;



b) entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, sur la situation financière et les activités de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'exercice suivant.

Elle procède, s'il y a lieu, à l'affectation d'excédents de recettes. En aucun cas, ces excédents ne peuvent être répartis entre les membres de l'association.

c) connaît toutes les questions intéressant la marche de l'association.

A cet effet, elle délibère et se prononce souverainement sur toutes les propositions portées à l'ordre du jour.

Dans le cas où un de ses membres la saisit d'une affaire qui ne figure pas à l'ordre du jour, elle peut en accepter la discussion immédiate, s'il y a urgence, ou demander au Conseil d'Administration de lui fournir un rapport.

Article 17

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

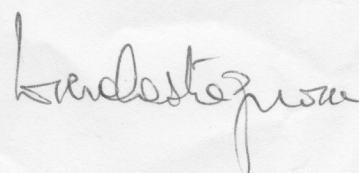
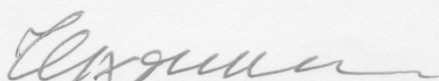
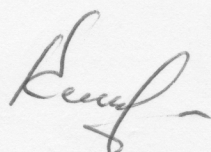
Les voix sont exprimées à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par la majorité simple des membres de l'Assemblée ou par le Conseil d'Administration.

V - SURVEILLANCE DE L'ASSOCIATION

Article 18

Conformément à l'article 10 de la loi n°1.355 du 23 décembre 2008, le Président ou un administrateur est tenu, dans le mois, de déclarer au Secrétariat Général du Ministère d'Etat qui en accuse réception :

- 1) tout changement dans la dénomination, l'objet ou l'adresse du siège social ;
- 2) toute modification dans la composition de l'organe d'Administration ainsi que dans les fonctions de ses membres ;
- 3) toute acquisition ou aliénation d'immeubles ; un état descriptif en cas d'acquisition et l'indication des prix d'acquisition ou d'aliénation doivent être joints à la déclaration ;
- 4) toute modification affectant les statuts autres que celles visées au chiffre 1) ;
- 5) toute décision de dissolution volontaire de l'association.



Article 19

Conformément à l'article 11 de la loi n° 1.355 du 23 décembre 2008, le Président ou un administrateur est tenu de publier au Journal de Monaco, outre le récépissé de déclaration, un avis mentionnant :

- 1) tout changement dans la dénomination, l'objet ou l'adresse du siège social ;
- 2) la décision comportant dissolution de l'association.

La publication doit être faite dans le mois qui suit la déclaration.

Article 20

Conformément à l'article 12 de la loi n° 1.355 du 23 décembre 2008, les administrateurs doivent tenir un registre où sont transcrites les modifications apportées aux statuts, les changements survenus dans l'administration de l'association et les dates des avis de réception s'y rapportant.

Ce registre doit être présenté à toute demande du Ministre d'Etat ou des autorités judiciaires.

VI - DOTATION - RESSOURCES ANNUELLES

Article 21

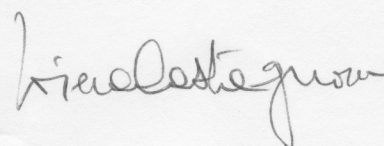
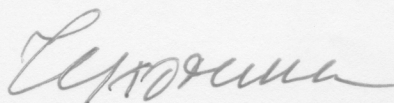
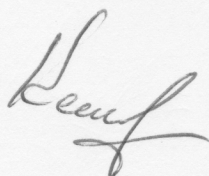
Les recettes annuelles de l'association se composent :

- 1) des cotisations et contributions de ses membres ;
- 2) des fonds de réserve constitués d'éventuels excédents de bilan ;
- 3) des ressources créées à titre exceptionnel, sous réserve de l'agrément de l'autorité compétente (conférences, formations, interventions et événements culturels au profit de l'association) ;
- 4) des libéralités consenties en sa faveur sous réserve de l'autorisation prévue par les articles 778 et 804 du Code Civil. ;
- 5) des contributions éventuelles d'entités publiques et privées ;

VII -MODIFICATION DES STATUTS

Article 22

Les statuts peuvent être modifiés sur proposition du Conseil d'Administration ou de la majorité simple des membres de l'Assemblée Générale.



Dans l'un comme dans l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'association au moins 15 jours à l'avance.

Article 23

L'Assemblée Générale se réunit dans les conditions prévues à l'article 15 des statuts.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des 2/3 des membres présents et représentés.

VIII - DISSOLUTION - LIQUIDATION - DEVOLUTION DU PATRIMOINE

Article 24

La dissolution volontaire peut intervenir :

- a) lorsque l'association est devenue sans objet ;
- b) lorsqu'une décision en ce sens est prise par l'Assemblée Générale.

Article 25

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet.

Elle doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice.

La dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des 2/3 des membres présents et représentés.

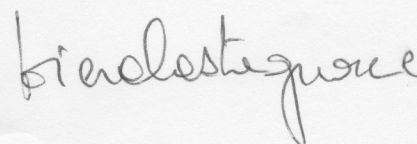
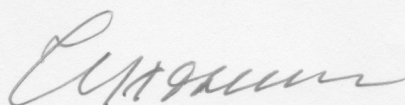
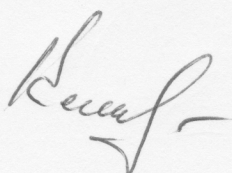
Article 26

En cas de dissolution, les biens de l'association peuvent être liquidés soit par l'Assemblée Générale, soit par des liquidateurs nommés par elle à cet effet.

L'actif net doit être affecté à un groupement de la Principauté poursuivant un objectif comparable.

Article 27

Tous les cas non prévus aux présents statuts relèvent du Conseil d'Administration chargé d'établir un règlement intérieur, approuvé et modifié par l'Assemblée Générale de l'association à la majorité simple des membres présents et représentés.



Article 28

Concernant ce qui n'est pas prévu dans le présent statut, se référer aux dispositions prévues au Code Civil et aux normes en vigueur en matière d'associations, dans la mesure où celles-ci s'appliquent.

LU, APPROUVE et SIGNE.

Lu, approuvé et signé
Monaco 08.08.16
Bouff.

Lu, APPROUVE et SIGNE
Monaco 8.08.2016
Bouff.

Lu, approuvé et signé
MONACO 08.08.2016
Bouff.

Bouff.